

ÉVALUATION FINALE

**AMÉLIORATION DES DROITS ET DE LA SANTÉ
SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES TRAVAILLEUSES
DU SEXE CISGENRES ET TRANS DANS UNE DÉMARCHE
DE RENFORCEMENT DU POUVOIR D'AGIR**

ÉVALUATRICE : CHRISTELLE BOULANGER - TEAM

DATES DE L'ÉVALUATION : JUIN À OCTOBRE 2025

**PAYS DE MISE
EN ŒUVRE :**
CÔTE D'IVOIRE**BUDGET :**
878 318 €**PORTEUR
DE PROJET :**
SOLTHIS**PARTENAIRES :**
Covie,
Espace Confiance (EC),
Arc-en-ciel (AEC+)**DATE
DE DÉBUT :**
01/04/2022**DATE
DE FIN :**
31/07/2025**LE PROJET****Contexte**

La Côte d'Ivoire est le seul pays de la sous-région francophone ne disposant pas d'une loi spécifique sur la Santé de la Reproduction alors qu'elle fait partie des pays les plus touchés de l'Afrique de l'Ouest par l'épidémie de VIH/Sida, concentrée notamment au sein des populations clés comme les travailleuses du sexe (TS - 12,6%) et les personnes transgenre (PTG - 22,6%), avec un niveau de violences basées sur le genre (VBG) fortement élevé. Du fait de leurs partenaires multiples, leur situation de précarité, la marginalisation sociale et la criminalisation du racolage, les TS femmes cis et trans sont exposées à un risque accru de transmission du VIH et ainsi qu'aux IST, grossesses non intentionnelles ou encore avortements à risque.

Mode opératoire du projet

Le projet s'est déroulé sur 41 mois dans les communes d'Abobo et de Yopougon à Abidjan. Il repose sur :

- Un partenariat avec les autorités publiques, notamment les programmes de santé mentale, de santé de la mère et de l'enfant, le programme de lutte contre le cancer et le programme de lutte contre le VIH ;
- Une collaboration étroite avec 3 OSC qui offrent des services aux groupes HSH, TS et PTG ;
- Une collaboration avec 9 centres de santé publics (équipement, formation) ;
- Un travail de réseautage avec d'autres acteurs tels que les points focaux VBG des commissariats, les journalistes ou encore les gérants de boîte et de maquis.

OBJECTIFS**Objectif général**

Améliorer les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) des travailleuses du sexe cisgenres et trans en Côte d'Ivoire par une démarche de renforcement de leur pouvoir d'agir sur leur propre santé sexuelle et reproductive et sur leur environnement de santé, social et juridique.

Objectifs spécifiques

- Assurer le renforcement organisationnel, technique et matériel des partenaires de mise en œuvre pour accroître l'impact en faveur des TS.
- Déployer et tester une stratégie de réduction des risques sexuels et des violences basées sur le genre par le biais d'une démarche d'auto-soin perçue comme instrument du renforcement du pouvoir d'agir des TS.
- Renforcer l'offre de services de santé sexuelle et reproductive proposés par les partenaires de mise en œuvre dans leur Drop-In Centres (DIC) et les six structures sanitaires TS friendly ciblées par le projet.
- Contribuer à la création d'un environnement social et politique plus favorable aux droits et santé sexuels et reproductifs des TS.

RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

Pertinence

Le projet POUVOIR est pertinent car les TS et les PTG, en plus d'être fortement exposées à l'infection à VIH, sont vulnérables face aux violences dont elles font l'objet. Il a permis d'intégrer au paquet de services destinés à la prévention du VIH un ensemble de services de santé sexuelle et reproductive incluant la planification familiale pour éviter les grossesses non intentionnelles, le dépistage du cancer du col de l'utérus (CCU) et le traitement des lésions pré-cancéreuses, la prévention et la prise en charge des VBG. Il a aussi introduit des outils de formation innovants centrés sur la réappropriation du corps des femmes.

Efficacité

Certaines cibles ont été dépassées, dont le nombre de TS touchées par les activités de sensibilisation et le nombre d'éducatrices pair formées. L'efficacité de leur travail peut être mesurée par le recours croissant aux services de SSR offerts dans les centres dédiés et l'utilisation des services de dépistage du CCU, l'utilisation d'une contraception ou du disque menstruel. D'autres cibles n'ont pas été atteintes : les ateliers d'auto-gynécologie et d'auto-défense ou les sessions sur les représentations avec les journalistes, les corps habillés et les gérants de maquis. Ces activités demandent des ressources et du temps.

Efficience

SOLTHIS a privilégié des approches mutualisées entre le projet POUVOIR et AGIR financé par l'AFD, afin de réduire les coûts de fonctionnement. Un projet aussi minutieux que celui-ci, qui promeut des changements individuels et pérennes, vise des cibles modestes et demande un investissement important en termes de ressources humaines et de supports de travail. Pour une mise à l'échelle de ces stratégies en phase 2, il faudra envisager des versions plus courtes et moins budgétivores des ateliers qui puissent être reprises par les OSC et le ministère de la santé.

Impact

Des changements sont observés à toutes les échelles, de l'individu jusqu'aux institutions. L'empouvoirement se traduit par une meilleure conscience du corps des TS et de leurs besoins en santé, de leur pouvoir de dire non et de leurs droits fondamentaux. Pour les OSC partenaires, également formées aux DSSR et à l'empouvoirement, c'est une révolution dans le prisme de travail et les méthodes moins classiques de counseling IST/VIH au profit de discussions sur la réappropriation du corps et le pouvoir de décision. Il est à noter que ce projet dispose d'un fort potentiel de répliquabilité de son approche « intime » du corps dans les programmes de santé intégrés VIH/DSSR.

Durabilité

La pérennité institutionnelle et programmatique est déjà perceptible. Plus de 400 acteurs formés ont renforcé leurs connaissances et pratiques, fait évoluer leurs perceptions et sont capables de former d'autres personnes. Le projet a aussi investi dans la réhabilitation et l'équipement des centres de santé. L'aspect le moins institutionnalisé reste la durabilité financière dans le contexte de réduction des investissements dans le secteur de la santé. Il faut repenser les modèles d'intervention pour réduire les coûts et augmenter l'efficacité, établir des plans de mobilisation des ressources et investir dans des interventions qui peuvent être mutualisées avec les efforts de l'Etat.



Conclusions et recommandations

POUVOIR est un projet innovant dont la mise en œuvre s'est révélée délicate mais suffisamment souple pour s'adapter aux contraintes opérationnelles et financières rencontrées. Il a permis de démontrer qu'il est possible de faire évoluer le paquet de services traditionnels VIH vers une offre plus large, qui répond aux besoins holistiques des TS. Grâce à ce projet, elles sont traitées en tant que femmes aux besoins de SSR bien définis, qui répondent favorablement à une démarche de réappropriation de leur corps et d'auto-soin. Le projet s'est également heurté à certaines limites : une offre pour les PTG moins diversifiée, des services de prise en charge des VBG encore peu utilisés et des activités de plaidoyer qui se sont principalement greffées sur les opportunités offertes par l'environnement plutôt qu'issues d'une stratégie.

Pour une phase 2 couronnée de succès, plusieurs recommandations sont formulées :

- Aider COVIE et AEC+ à définir leur cadre stratégique et un plan de mobilisation des ressources.
- Mener une étude sur le coût-efficacité des DIC, les conditions minimales pour un fonctionnement pérenne, et d'autres options possibles avant de valider l'ouverture du DIC de COVIE.
- Appuyer les OSC ivoiriennes qui offrent des services aux populations clés (PC) afin d'élaborer une stratégie de gestion des risques liés aux campagnes de dénigrement contre les PC.
- Tester un système permettant de tracer l'utilisation des services SSR des centres partenaires par les groupes ciblés.
- Analyser en profondeur le référencement des bénéficiaires depuis les sites de sensibilisation vers les centres de santé.
- Santé mentale : s'inspirer des programmes de soutien mis en place ailleurs avec les TS et les PTG, les adapter et former le PNSM et les psychologues au travail avec les PC.
- Etudier les conditions d'une mise à l'échelle des ateliers d'auto-gynécologie et d'auto-défense afin de garantir qu'une masse critique sera formée pendant la phase 2.
- Poursuivre l'approche d'empouvoirement des TS avec de nouveaux sujets plus intimes (parentalité et attachement, consentement conjugal).
- Développer une approche spécifique pour les PTG pour prendre en compte leur santé mentale, leur rapport au corps et certaines questions de santé communes.
- Consolider un système de signalement des cas de violence afin de disposer de données sur la fréquence et la gravité des violences subies par les TS et les PTG ; mettre en place un suivi des cas de VBG avec les points focaux des commissariats.
- Elaborer un cadre de résultat pour les actions de plaidoyer.

MARS 2026